

Considérant que le Forum National pour une politique en faveur des victimes plaide en faveur de la conclusion d'un accord de coopération afin d'atteindre une collaboration optimale entre l'assistance policière aux victimes, l'accueil des victimes et l'aide aux victimes;

l'Etat,

représenté par les Ministres de l'Intérieur et de la Justice;

et

la Communauté germanophone,

représentée par son Gouvernement, en la personne du Ministre-Président et la personne du Ministre Vice-Président, Ministre de la Formation et de l'Emploi, des Affaires sociales et du tourisme

exerçant conjointement leurs compétences propres, ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'attente de la finalisation d'un accord de coopération, le présent protocole d'accord organise à titre transitoire la coopération entre les parties, en appliquant les dispositions du document annexé.

Les parties signataires souhaitent qu'un accord de coopération soit conclu dans les 18 mois du présent protocole. A cette fin un groupe de travail, comprenant les représentants des parties signataires et leur administration, sera invitée à se réunir à l'initiative du Forum National.

Art. 2. Le présent protocole d'accord n'a aucune implication budgétaire nouvelle, dans la mesure où il vise à articuler des dispositifs existants.

Art. 3. Dans le respect des compétences de chaque partie signataire, une réflexion est menée par chaque signataire dans les 18 mois de la signature du présent protocole quant à l'optimalisation de la coordination des services concernés par le protocole d'accord.

Bruxelles, le 5 juin 2009, en quatre exemplaires originaux.

Pour l'Etat :

Le Ministre de l'Intérieur,

G. DE PADT

Le Ministre de la Justice,

S. DE CLERCK

Pour la Communauté germanophone :

Le Ministre-Président,

K.-H. LAMBERTZ

Le Ministre-Vice-Président,

Ministre de la Formation

et de l'Emploi, des Affaires sociales et du Tourisme,

B. GENTGES

Annexe au protocole d'accord entre l'Etat et la Communauté germanophone en matière d'assistance aux victimes

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent protocole d'accord, on entend par :

1° victime : la personne physique, ainsi que ses proches, qui ont subi un préjudice, y compris une atteinte à l'intégrité physique ou mentale, une souffrance morale ou une perte matérielle, directement causé par des actes ou des omissions qui enfreignent la législation pénale;

2° proche : ayant droit de la victime directe ou toute personne ayant un rapport affectif certain avec celle-ci;

3° assistance aux victimes : l'aide et le service au sens large procurés aux victimes par les différents secteurs, qu'ils soient policiers, judiciaires, sociaux ou médicaux;

4° politique en faveur des victimes : l'ensemble des actes d'administration de l'Etat, des Communautés et des Régions en rapport avec l'assistance aux victimes;

Overwegende dat het Nationaal Forum voor Slachtofferbeleid pleit voor de afsluiting van een samenwerkingsakkoord teneinde een optimale samenwerking te bereiken tussen politionele slachtofferbejegening, slachtofferonthaal en slachtofferhulp;

de Staat,

vertegenwoordigd door de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie;

en

de Duitstalige Gemeenschap,

vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van de Minister-President en in de persoon van de Vice-Minister-President, Minister van Vorming en Werkgelegenheid, Sociale Aangelegenheden en Toerisme

die gezamenlijk hun eigen bevoegdheden uitoefenen, zijn overeengekomen hetgeen volgt :

Artikel 1. In afwachting van de afsluiting van een samenwerkingsakkoord, regelt dit protocolakkoord bij wijze van overgangsmaatregel de samenwerking tussen de partijen, door de bepalingen in het bijgevoegde document toe te passen.

De ondertekenende partijen wensen dat er een samenwerkingsakkoord wordt afgesloten binnen de 18 maanden na ondertekening van dit protocolakkoord. Hiertoe zal een werkgroep, bestaande uit de vertegenwoordigers van de ondertekenende partijen en hun administratie, verzocht worden bijeen te komen op initiatief van het Nationaal Forum.

Art. 2. Dit protocolakkoord heeft geen enkele nieuwe weerslag op de begroting, aangezien het de reeds bestaande voorzieningen betreft.

Art. 3. Met respect voor de bevoegdheden van de ondertekenende partijen, wordt door elk van deze partijen binnen de 18 maanden na ondertekening van dit protocol nagegaan op welke wijze de coördinatie kan geoptimaliseerd worden van de betrokken diensten in dit samenwerkingsakkoord.

Brussel, 5 juni 2009, in vier originele exemplaren.

Voor de Staat :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

G. DE PADT

De Minister van Justitie,

S. DE CLERCK

Voor de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,

K.-H. LAMBERTZ

De Vice-Minister-President,

Minister van Vorming en Werkgelegenheid,

Sociale Aangelegenheden en Toerisme,

B. GENTGES

Bijlage bij het protocolakkoord tussen de Staat en de Duitstalige Gemeenschap inzake slachtofferzorg

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit protocolakkoord wordt verstaan onder :

1° slachtoffer : de natuurlijke persoon, evenals zijn na(ast)bestaanden, die als direct gevolg van handelen of nalaten in strijd met de strafwetgeving schade heeft geleden, met inbegrip van een lichamelijke of geestelijk letsel, een psychisch lijden of een economisch verlies;

2° na(ast)bestaande : de rechthebbende van het slachtoffer of elke persoon die een bijzondere affectieve band heeft met het slachtoffer;

3° slachtofferzorg : de hulp- en dienstverlening in de breedste betekenis, die vanuit de verschillende maatschappelijke sectoren, hetzij politieel, justitieel, sociaal of medisch, aan slachtoffers wordt geboden;

4° slachtofferbeleid : het geheel van bestuursdaden van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten in verband met de slachtofferzorg;

5° assistance policière aux victimes : le service procuré aux victimes par la police, au sein desquels la première prise en charge et l'accueil de la victime ainsi qu'une bonne information de base de la victime occupent une place centrale;

6° service d'assistance policière aux victimes : le service existant au sein de la police fédérale ou locale qui est responsable d'une part, de la sensibilisation et de la formation continue des fonctionnaires de police en matière d'assistance policière aux victimes, et d'autre part, de l'offre même d'assistance policière spécialisée aux victimes, sans toutefois porter préjudice aux obligations légales en matière d'assistance aux victimes de chaque fonctionnaire de police individuellement;

7° accueil des victimes : l'assistance aux victimes dans les différentes phases de la procédure judiciaire;

8° service d'accueil des victimes : le service de la maison de justice qui, aussi bien pendant l'enquête judiciaire que pendant l'exécution de la peine, fournit aux victimes et proches une information spécifique dans un dossier individuel et qui offre ou organise le soutien nécessaire lors des moments difficiles sur le plan émotionnel pendant la procédure judiciaire;

9° aide aux victimes : aide sociale et accompagnement psychologique offerts aux victimes par les services d'aide spécialisés.

10° service d'aide spécialisé : les services agréés et subventionnés par la Communauté germanophone visés aux points 11 à 13 du présent article prodiguant de l'aide aux victimes;

11° service d'aide à la jeunesse : le service visé à l'article 8 du décret de la Communauté germanophone du 19 mai 2008 relatif à l'aide à la jeunesse et visant la mise en œuvre de mesures de protection de la jeunesse;

12° SPZ-V.o.G. : le centre de santé psycho-social reconnu et agréé par la Communauté germanophone présentant une structure ambulatoire qui, par une approche pluridisciplinaire et en collaboration avec d'autres services ou personnes concernés par la santé mentale, assure l'accueil, le diagnostic et le traitement psychiatrique, psychologique et psychosocial des personnes.

13° Prisma-V.o.G. : la structure d'accueil fournissant l'aide sociale, psychologique et juridique et une structure résidentielle aux femmes victimes de violence physique ou sexuelle.

CHAPITRE II. — *Objectif*

Art. 2. Le présent protocole d'accord vise une coopération structurée en matière d'assistance aux victimes entre les services compétents du Service public fédéral Intérieur, du Service public fédéral Justice, de la Communauté germanophone et les services d'aide spécialisés agréés par la Communauté germanophone.

Cette coopération structurée est nécessaire pour aboutir à une assistance et à un service de qualité en faveur des victimes. Une assistance aux victimes optimale et bien développée doit limiter et réparer dans la mesure du possible toutes les conséquences de la victimisation.

CHAPITRE III. — *Compétences et missions*

Art. 3. L'Etat est compétent pour :

1° la politique non judiciaire en matière de police et de sécurité et, en particulier, l'assistance policière aux victimes;

2° la politique criminelle, en particulier la politique judiciaire en faveur des victimes. Dans ce cadre, l'Etat garantit les droits de la victime au sein de la procédure judiciaire, dont l'accueil des victimes.

Art. 4. § 1. La Communauté germanophone a principalement pour mission, via les services d'aide spécialisés, d'offrir une aide sociale et un accompagnement psychologique destinés à soutenir les personnes qui sont confrontées aux conséquences directes et indirectes de l'infraction et de la victimisation.

§ 2. La Communauté germanophone est compétente pour l'agrément des services de santé mentale.

§ 3. La Communauté germanophone est compétente, via le service d'aide à la jeunesse, pour apporter une aide appropriée aux enfants victimes de maltraitements et à leur milieu de vie.

5° politionele slachtofferbejegening : de dienstverlening aan slachtoffers door de politie, waarbij de eerste opvang en het onthaal van het slachtoffer evenals het verstrekken van een goede basisinformatie aan het slachtoffer centraal staan;

6° dienst politionele slachtofferbejegening : de dienst binnen de federale of de lokale politie die instaat, enerzijds, voor de sensibilisering en permanente vorming van de politieambtenaren inzake politionele slachtofferbejegening en, anderzijds, voor het bieden van deze gespecialiseerde slachtofferbejegening zonder afbreuk te doen aan de wettelijke verplichtingen inzake slachtofferbejegening van elke individuele politieambtenaar;

7° slachtofferonthaal : de bijstand aan slachtoffers in de verschillende fasen van de gerechtelijke procedure;

8° dienst slachtofferonthaal : de justitieassistenten van het justitiehuis die, zowel tijdens het gerechtelijk onderzoek als tijdens de strafuitvoering, specifieke informatie verstrekt aan slachtoffers en na(ast)bestaanden in een individueel dossier en die de nodige bijstand verleent of organiseert op emotioneel moeilijke momenten tijdens de gerechtelijke procedure;

9° slachtofferhulp : de sociale hulpverlening aan en psychologische begeleiding van slachtoffers die wordt geboden door de gespecialiseerde hulpverleningsdiensten;

10° gespecialiseerde hulpverleningsdiensten : de diensten erkend en gesubsidieerd door de Duitstalige Gemeenschap bedoeld in de punten 11 tot 13 van dit artikel, die hulp verlenen aan slachtoffers;

11° dienst voor jeugdbijstand : de dienst bedoeld in het artikel 8 van het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 19 mei 2008 over de Jeugdbijstand en houdende omzetting van maatregelen inzake jeugdbescherming;

12° S-PZ V.o.G. : het centrum voor psycho-sociale gezondheidszorg erkend door de Duitstalige Gemeenschap die een ambulante zorgstructuur aanbiedt, die via een multidisciplinaire aanpak en in samenwerking met andere diensten of personen betrokken in de geestelijke gezondheidszorg, instaan voor de opvang, de diagnose en de psychiatrische, psychologische en psychosociale behandeling;

13° Prisma V.o.G. : de onthaalstructuur die sociale, psychologische en juridische hulp verleent en voorziet in een residentiële structuur voor vrouwen die slachtoffer zijn van fysiek of seksueel geweld.

HOOFDSTUK II. — *Doelstelling*

Art. 2. Dit protocol beoogt een structurele samenwerking inzake slachtofferzorg tussen de bevoegde diensten van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, de Federale Overheidsdienst Justitie, de Duitstalige Gemeenschap en de gespecialiseerde hulpverleningsdiensten erkend door de Duitstalige Gemeenschap.

Deze structurele samenwerking is noodzakelijk in functie van een kwaliteitsvolle zorg- en dienstverlening aan slachtoffers. Een optimale en goed uitgebouwde slachtofferzorg moet alle gevolgen van het slachtofferschap in de mate van het mogelijke beperken en herstellen.

HOOFDSTUK III. — *Bevoegdheden en opdrachten*

Art. 3. De Staat is bevoegd voor :

1° het niet-justitiële beleid inzake politie en veiligheid en in het bijzonder de politionele slachtofferbejegening;

2° het strafrechtelijk beleid en in het bijzonder het gerechtelijk slachtofferbeleid. In dat kader waarborgt de Staat de rechten van het slachtoffer binnen de gerechtelijke procedure waaronder slachtofferonthaal.

Art. 4. § 1. De Duitstalige Gemeenschap heeft hoofdzakelijk als opdracht om, via de gespecialiseerde hulpverleningsdiensten, sociale hulp en psychologische begeleiding te bieden aan personen die worden geconfronteerd met de directe en indirecte gevolgen van slachtofferschap.

§ 2. De Duitstalige Gemeenschap is bevoegd voor de erkenning van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg.

§ 3. De Duitstalige Gemeenschap is bevoegd om, via de diensten voor jeugdbijstand, aangepaste hulp te bieden aan kinderen die slachtoffer zijn van mishandeling en aan hun leefomgeving.

CHAPITRE IV. — Engagements

Art. 5. Toute personne qui entre en contact avec des demandeurs d'aide doit respecter leurs convictions idéologiques, philosophiques ou religieuses et est tenue de respecter le secret professionnel.

Art. 6. Dans le cadre de sa compétence visée à l'article 3, 1° du présent protocole d'accord, en exécution de l'article 46 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police et des instructions qui s'en sont suivies, l'Etat s'engage à :

1° prendre les mesures de sorte que les intérêts de la victime soient reconnus de la manière suivante :

1. mettre à disposition des services de police les conditions matérielles adéquates pour l'accueil, la première prise en charge et l'audition des victimes;

2. fournir aux victimes l'information nécessaire à propos de leurs droits au sein de la procédure judiciaire, du déroulement de la procédure pénale, de la déclaration de personne lésée et de la constitution de partie civile, et des possibilités de renvoi vers les services d'aide spécialisés;

3. veiller à ce que les victimes puissent faire acter dans le procès-verbal l'information nécessaire concernant le dommage matériel et immatériel subi ainsi que leur souhait d'être plus amplement informées;

4. les fonctionnaires de police peuvent dans ce cadre être assistés par un service d'assistance policière aux victimes;

2° développer une formation adéquate et continuée en matière d'assistance aux victimes à l'intention de tous les fonctionnaires de police, entre autres en assurant la formation interne par l'intermédiaire du service d'assistance policière aux victimes du corps de police;

3° prévoir, au sein de la Police fédérale, une personne de contact et un suppléant afin d'encourager de manière structurelle un dialogue permanent et une collaboration avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, tant au niveau fédéral, local que communautaire;

Art. 7. Dans le cadre de sa compétence visée à l'article 3, 2°, du présent protocole d'accord et vu l'article 3bis du Titre préliminaire du Code de procédure pénale, l'Etat s'engage à :

1° prendre les mesures nécessaires de manière à ce que les intérêts de la victime soient reconnus et que celle-ci puisse être partie à la procédure judiciaire;

2° mener une politique qui tende à un traitement correct et consciencieux des victimes. Dans le cadre de cette politique, il fournit à celles-ci la garantie qu'elles reçoivent l'information concernant leur position au sein de la procédure judiciaire, le déroulement de la procédure pénale, l'exécution éventuelle de la peine par l'auteur des faits et les possibilités d'obtenir réparation du dommage subi. Les membres du personnel des parquets et des tribunaux, ainsi que des maisons de justice, fournissent cette information;

3° optimiser les possibilités offertes à la victime d'obtenir réparation du dommage matériel et immatériel subi;

4° organiser une formation adéquate et continuée en matière d'assistance aux victimes à destination de la magistrature et du personnel des tribunaux et des parquets;

5° favoriser l'uniformité de la politique en faveur de victimes au sein de l'ordre judiciaire via le Collège des procureurs généraux. Dans ce but, un membre du Collège est spécifiquement chargé de la politique judiciaire en faveur des victimes;

6° prévoir, au niveau du Service public fédéral Justice, au sein de la Direction générale Maisons de Justice, un personne de contact et un suppléant afin d'encourager de manière structurelle un dialogue permanent et une collaboration avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, tant au niveau fédéral que communautaire et régional.

Art. 8. Dans le cadre de sa compétence visée à l'article 4 du présent protocole d'accord, la Communauté germanophone s'engage à :

1° transmettre aux services de police les informations sur les services d'aide spécialisés dans l'arrondissement judiciaire d'Eupen;

2° fournir aux personnes de contact visées à l'article 6, 3° et à l'article 7, 6° les adresses des services visés à l'article 1, 11° à 13° ainsi que tout changement d'adresse;

HOOFDSTUK IV. — Verbintenissen

Art. 5. Elke persoon die in contact treedt met hulpvragers dient hun ideologische, filosofische of religieuze overtuiging te respecteren en is ertoe gehouden het beroepsgeheim te respecteren.

Art. 6. In het kader van zijn bevoegdheid, bedoeld in artikel 3, 1° van dit protocolakkoord, en in uitvoering van artikel 46 van de wet van 5 augustus 1992 op het Politieambt en de daaraan gekoppelde onderrichtingen, verbindt de Staat zich ertoe :

1° de maatregelen te nemen opdat de belangen van het slachtoffer van een misdrijf als volgt worden erkend :

1. de politiediensten te voorzien van de geschikte materiële omstandigheden voor het onthaal, de eerste opvang en het verhoor van slachtoffers;

2. aan slachtoffers de nodige informatie te verstrekken over hun rechten in de gerechtelijke procedure, het verloop van de strafrechtspleging, de verklaring benadeelde persoon en de burgerlijke partijstelling en de mogelijkheden tot doorverwijzing naar de gespecialiseerde hulpverleningsdiensten;

3. ervoor zorgen dat slachtoffers de nodige informatie kunnen laten opnemen in het proces-verbaal over de geleden materiële en immateriële schade, alsook over hun verzoek om uitvoerig op de hoogte te worden gehouden;

4. de politieambtenaren kunnen hierin worden bijgestaan door de dienst politionele slachtofferbejegening;

2° een gepaste en permanente opleiding te voorzien inzake slachtofferbejegening voor alle politieambtenaren, o.a. door de dienst politionele slachtofferbejegening van het korps in te schakelen bij de interne vorming;

3° een contactpersoon en een plaatsvervanger te voorzien, binnen de Federale Politie, om op een structurele manier een permanente dialoog tussen en een samenwerking met andere instanties inzake slachtofferzorg, zowel op federaal, lokaal als gemeenschapsniveau, te bevorderen.

Art. 7. In het kader van zijn bevoegdheid bedoeld in artikel 3, 2°, van dit protocolakkoord, verbindt de Staat er zich toe :

1° de nodige maatregelen te nemen opdat de belangen van het slachtoffer worden erkend en opdat het slachtoffer partij kan zijn binnen de gerechtelijke procedure;

2° een beleid te voeren dat streeft naar een zorgvuldige en correcte bejegening van slachtoffers. In het kader van dit beleid wordt aan slachtoffers de waarborg gegeven dat zij informatie krijgen over hun positie in de gerechtelijke procedure, het verloop van de strafrechtspleging, de mogelijke strafuitvoering door de dader van de feiten en de mogelijkheden om herstel te bekomen van de geleden schade. De personeelsleden van parketten en rechtbanken, alsook de justitiehuisen, verstrekken deze informatie;

3° de mogelijkheden te optimaliseren die het slachtoffer kan aanwenden om herstel te bekomen van geleden materiële en immateriële schade;

4° een gepaste en permanente opleiding inzake slachtofferzorg te organiseren voor de magistratuur en het personeel van rechtbanken en parketten;

5° via het College van Procureurs-generaal een uniform slachtofferbeleid binnen de rechterlijke orde te bevorderen. Daartoe wordt een lid van het College specifiek met belast het gerechtelijk slachtofferbeleid;

6° een contactpersoon en plaatsvervanger te voorzien op het niveau van de Federale Overheidsdienst Justitie, binnen het Directoraat-generaal Justitiehuisen, om op een structurele manier een permanente dialoog tussen en samenwerking met andere instanties inzake slachtofferzorg, zowel op federaal als op gemeenschaps- en gewestniveau, te bevorderen.

Art. 8. In het kader van zijn bevoegdheid bedoeld in artikel 4 van dit protocolakkoord, verbindt de Duitstalige Gemeenschap er zich toe :

1° de informatie over de gespecialiseerde hulpverleningsdiensten in het gerechtelijk arrondissement van Eupen over te maken aan de politiediensten;

2° de adressen van de voorzieningen bedoeld in artikel 1, 11° tot 13°, te bezorgen aan de contactpersonen bedoeld in artikel 6, 3° en artikel 7, 6°, evenals elke adreswijziging;

3° prévoir, au niveau de l'administration de la Communauté germanophone, une personne de contact et un suppléant afin d'encourager de manière structurelle un dialogue permanent et une collaboration avec d'autres instances en matière d'assistance aux victimes, tant au niveau fédéral que communautaire et régional.

Art. 9. § 1. Sans préjudice de l'application des articles 6 à 8 du présent protocole d'accord, les parties prennent, en ce qui concerne la collaboration et le renvoi, les engagements décrits aux paragraphes suivants.

§ 2. L'Etat s'engage à ce que les services de police :

1° informent toutes victimes de l'existence des services d'aide spécialisés en Communauté germanophone, de leurs missions et de leurs coordonnées;

2° via le service d'assistance policière aux victimes, proposent systématiquement aux victimes d'actes de violence ainsi qu'à celles ayant été confrontées à l'auteur, un formulaire de renvoi direct selon le schéma suivant :

1. Selon le souhait de la victime, le policier prend contact avec le collaborateur du service d'assistance policière aux victimes ou donne les coordonnées du collaborateur à la victime.

1.1. Le service d'assistance policière aux victimes propose à la victime la possibilité d'une prise en charge socio-psychologique ou psychiatrique par le SPZ.

1.2. Dans le cas d'une femme victimes de violence physique ou sexuelle le service d'assistance policière aux victimes propose à la victime la possibilité d'une prise en charge ambulatoire ou résidentielle par Prisma.

1.3. Le collaborateur du service d'assistance policière aux victimes a un entretien avec la victime au cours duquel il évalue le degré d'urgence de l'intervention psychosociale. Il complète le formulaire préétabli et le transmet au SPZ ou suivant le cas à Prisma. Les mineurs victimes de maltraitance sont renvoyés vers le service d'aide à la jeunesse de la Communauté germanophone;

1.4. En cas d'extrême urgence et avec l'accord de la victime, le service d'assistance policière aux victimes prend contact par téléphone avec le SPZ ou suivant le cas avec Prisma.

3° mentionnent dans le procès-verbal l'offre de renvoi de la victime mais n'indiquent pas la décision de la victime;

§ 3. Le magistrat du parquet ou le juge d'instruction peuvent faire appel aux services d'accueil des victimes.

L'Etat veillera à ce que les victimes qui s'adressent directement au pouvoir judiciaire, soient informées de l'existence des services d'aide spécialisés, de leurs missions et de leurs coordonnées. Aux victimes d'actes de violence ainsi qu'à celles ayant été confrontées à l'auteur, qui s'adressent directement au pouvoir judiciaire, le personnel du parquet ou du tribunal proposera au moins d'être renvoyées vers un service d'aide spécialisé.

§ 4. La Communauté germanophone s'engage à ce que les services d'aide spécialisés :

1° prennent, dans les plus brefs délais, l'initiative de contacter les victimes renseignées sur le formulaire de renvoi reçu du service d'assistance policière aux victimes;

2° assurent le suivi du dossier à l'égard du service d'assistance policière aux victimes ayant procédé au renvoi direct, suivant le modèle ci-joint (celui-ci n'ayant qu'une valeur indicative);

3° réorientent les victimes qui le nécessitent vers une solution appropriée.

CHAPITRE V. — Structures de concertation

Art. 10. § 1^{er}. Le Forum national pour une politique en faveur des victimes constitue une plate-forme de concertation pour les représentants des ministres compétents et des services de l'Etat, des Communautés, des Régions et de tous les instances et services concernés par l'assistance aux victimes.

§ 2. Le Forum a pour mission de :

1° promouvoir la collaboration et la concertation entre les services de l'Etat et ceux des Communautés et Régions, de même qu'avec les conseils d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes visés à l'article 11, et les instances et services concernés par l'assistance aux victimes;

3° een contactpersoon en een plaatsvervanger te voorzien op het niveau van de administratie van de Duitstalige Gemeenschap, om op een structurele manier een permanente dialoog tussen en samenwerking met andere instanties inzake slachtofferzorg, zowel op federaal als op gemeenschaps- en gewestniveau, te bevorderen.

Art. 9. § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen 6 tot 8 van dit protocolakkoord nemen de partijen, voor wat betreft de samenwerking en verwijzing, de verplichtingen op zich, bedoeld in de volgende paragrafen.

§ 2. De Staat verbindt er zich toe dat de politiediensten :

1° alle slachtoffers informeren over het bestaan van de gespecialiseerde hulpverleningsdiensten in de Duitstalige Gemeenschap, hun opdrachten en hun gegevens;

2° via de dienst politionele slachtofferbejegening, aan slachtoffers van geweldsdaden en aan slachtoffers die met de dader werden geconfronteerd, systematisch een formulier van rechtstreekse verwijzing voorleggen volgens volgend schema :

1. Bij instemming neemt de politieambtenaar contact op met de medewerker van de dienst politionele slachtofferbejegening of geeft de coördinaten van de medewerker aan het slachtoffer.

1.1. De dienst politionele slachtofferbejegening licht het slachtoffer in over de mogelijkheid van psychosociale of psychiatrische begeleiding door het SPZ.

1.2. In het geval van een vrouw die slachtoffer is van fysiek of seksueel geweld, licht de dienst politionele slachtofferbejegening het slachtoffer in over de mogelijkheid van een ambulante of residentiële begeleiding door Prisma.

1.3. De medewerker van de dienst politionele slachtofferbejegening heeft een gesprek met het slachtoffer waarbij de hoogdringendheid van de begeleiding wordt nagegaan. Hij vult het verwijfsformulier in en maakt het over aan het SPZ of afhankelijk van het geval aan Prisma. De minderjarige slachtoffers van mishandeling worden verwezen naar de dienst voor jeugdbijstand van de Duitstalige Gemeenschap.

1.4. In geval van hoogdringendheid en mits toestemming van het slachtoffer, neemt de dienst politionele slachtofferbejegening telefonisch contact op met het SPZ of afhankelijk van het geval met Prisma;

3° het aanbod van verwijzing van het slachtoffer vermelden in het proces-verbaal. De beslissing van het slachtoffer wordt echter niet vermeld;

§ 3. De parketmagistraat of de onderzoeksrechter kunnen beroep doen op de dienst slachtofferonthaal.

De Staat zal erop toezien dat slachtoffers die zich rechtstreeks tot de rechterlijke macht wenden, geïnformeerd worden over het bestaan van de gespecialiseerde hulpverleningsdiensten, hun opdrachten en hun gegevens. Aan slachtoffers van geweldsdaden en aan slachtoffers die met de dader geconfronteerd werden, en die zich rechtstreeks tot de rechterlijke macht wenden, zal het personeel van het parket of de rechtbank tenminste voorstellen om te worden verwezen naar een gespecialiseerde hulpverleningsdienst.

§ 4. De Duitstalige Gemeenschap verbindt er zich toe dat de gespecialiseerde hulpverleningsdiensten :

1° zo snel mogelijk contact opnemen met de slachtoffers die vermeld staan op de van de dienst politionele slachtofferbejegening ontvangen verwijfsformulieren;

2° feedback geven aan de dienst politionele slachtofferbejegening die rechtstreeks hebben verwezen, volgens het hierbij gevoegde model (dat slechts een indicatieve waarde heeft);

3° de slachtoffers die er nood aan hebben, verwijzen naar een gepaste oplossing.

HOOFDSTUK V. — Overlegstructuren

Art. 10. § 1. Het Nationaal Forum voor Slachtofferbeleid vormt een overlegplatform voor de vertegenwoordigers van de bevoegde ministers en diensten van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten en alle instanties en diensten die bij de slachtofferzorg betrokken zijn.

§ 2. Het Forum heeft als opdracht :

1° de samenwerking en het overleg te bevorderen tussen de diensten van de Staat en die van de Gemeenschappen en de Gewesten, alsook met de arrondissementele raden bedoeld in artikel 11 en de instanties en diensten die bij de slachtofferzorg betrokken zijn;

2° de sa propre initiative ou à la demande des ministres compétents, fournir à ces derniers un avis au sujet de toute question ayant un intérêt pour le développement de la politique en faveur des victimes;

3° évaluer l'application du présent protocole d'accord et en faire rapport aux ministres compétents.

Art. 11. § 1. Il existe au sein de l'arrondissement judiciaire d'Eupen un conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes qui se réunit au minimum deux fois par an.

§ 2. Le conseil d'arrondissement a pour mission de :

1° concrétiser et implanter les dispositions prises dans le présent protocole d'accord en vue d'une assistance aux victimes intégrale, et ce, en tenant compte, d'une part, de la situation spécifique de l'arrondissement et, d'autre part, des besoins des victimes;

2° soutenir et suivre la collaboration entre les services compétents de l'Etat et de la Communauté germanophone et les services spécialisés, entre autres en proposant et développant les mesures de politique nécessaires;

3° rapporter aux autorités compétentes les difficultés qui se posent dans le cadre de la politique en faveur des victimes et proposer de possibles améliorations.

§ 3. Le conseil d'arrondissement est composé au moins :

1° du procureur du Roi et/ou du magistrat de liaison;

2° d'un représentant de Prisma, du SPZ et du service d'aide à la jeunesse;

3° des chefs de corps des zones de police ou de leur représentant, accompagné(s) d'un représentant du service d'assistance policière aux victimes;

4° du directeur-coordonateur de la police fédérale ou de son représentant, éventuellement accompagné(s) d'un représentant du service d'assistance policière aux victimes;

5° d'un représentant du barreau;

6° du directeur de la maison de justice;

7° d'un assistant de justice du service d'accueil des victimes;

8° selon l'objet des réunions, de tout autre service, invité par le président.

La personne de contact visée à l'article 8, 3° est invitée aux réunions du conseil d'arrondissement.

§ 4. Les membres du conseil d'arrondissement élisent tous les deux ans un président et un vice-président. L'assistant de justice n'est pas éligible.

Le secrétariat du conseil d'arrondissement est assumé à tour de rôle.

Art. 12. § 1. Le conseil d'arrondissement pour une politique en faveur des victimes de l'arrondissement judiciaire d'Eupen peut établir une ou plusieurs équipes psychosociales d'assistance aux victimes. Les membres de l'équipe psychosociale déterminent entre eux la fréquence de leurs réunions.

§ 2. L'équipe psychosociale a pour mission de :

1° dans la ligne de ce protocole d'accord, régler la collaboration et la répartition des tâches au sein de l'équipe psychosociale et avec d'autres services et personnes qui apportent une contribution à l'assistance individuelle aux victimes en Communauté germanophone;

2° informer et conseiller le conseil d'arrondissement.

§ 3. L'équipe psychosociale est composée au moins :

1° d'un assistant de justice du service d'accueil des victimes;

2° d'un membre du personnel d'un service d'assistance policière aux victimes;

3° d'un membre du personnel d'un service d'aide spécialisé.

Le secrétariat de l'équipe est assuré à tour de rôle.

2° op eigen initiatief of op verzoek van de bevoegde ministers, hen advies te verstrekken over elke aangelegenheid die van belang is voor de ontwikkeling van het slachtofferbeleid;

3° de toepassing van dit protocolakkoord te evalueren en hierover te rapporteren aan de bevoegde ministers.

Art. 11. § 1. Er bestaat in het gerechtelijk arrondissement Eupen een arrondissementele raad voor het slachtofferbeleid, die minstens tweemaal per jaar bijeenkomt.

§ 2. De arrondissementele raad heeft als opdracht :

1° de in het protocolakkoord opgenomen bepalingen te concretiseren en te implementeren in functie van een integrale slachtofferzorg, rekening houdend, enerzijds, met de specifieke situatie van de regio en, anderzijds, met de noden van de slachtoffers;

2° de samenwerking tussen de bevoegde diensten van de Staat en de Duitstalige Gemeenschap en de gespecialiseerde hulpverleningsdiensten, o.m. door de nodige beleidsmaatregelen voor te stellen en uit te werken;

3° moeilijkheden die zich voordoen m.b.t. het slachtofferbeleid te rapporteren aan de bevoegde overheden en mogelijke verbeteringen voor te stellen.

§ 3. De arrondissementele raad is minimaal samengesteld uit :

1° de procureur des Konings en/of de verbindingsmagistraat;

2° een vertegenwoordiger van Prisma, van de SPZ en van de dienst voor jeugdbijstand;

3° de korpschefs van de politiezones of hun vertegenwoordiger, vergezeld van een vertegenwoordiger van de dienst voor politionele slachtofferbejegening;

4° de directeur-coördinator van de federale politie of zijn vertegenwoordiger, eventueel vergezeld van een vertegenwoordiger van de dienst voor politionele slachtofferbejegening;

5° een vertegenwoordiger van de balie;

6° de directeur van het justitiehuis;

7° een justitieassistent van de dienst slachtofferonthaal;

8° enige andere dienst, naargelang het onderwerp van de vergadering, uitgenodigd door de voorzitter.

De contactpersoon bedoeld in artikel 8, 3° wordt uitgenodigd op de vergaderingen van de arrondissementele raad.

§ 4. De leden van de arrondissementele raad kiezen tweejaarlijks een voorzitter en een ondervoorzitter. De justitieassistent is niet verkiesbaar.

Het secretariaat van de arrondissementele raad wordt waargenomen bij beurtrol.

Art. 12. § 1. De arrondissementele raad voor slachtofferbeleid van Eupen kan één of meerdere psychosociale welzijnsteams slachtofferzorg oprichten. De leden van het welzijnsteam bepalen onderling de frequentie van hun vergaderingen.

§ 2. Het welzijnsteam heeft als opdracht :

1° binnen de lijnen van dit protocolakkoord, de samenwerking en taakverdeling te regelen in het welzijnsteam en met andere diensten en personen die een bijdrage leveren aan de individuele slachtofferzorg in de Duitstalige Gemeenschap;

2° de arrondissementele raad voor het slachtofferbeleid te informeren en te adviseren.

§ 3. Het welzijnsteam is minimaal samengesteld uit :

1° een justitieassistent van de dienst slachtofferonthaal;

2° een personeelslid van een dienst voor politionele slachtofferbejegening;

3° een personeelslid van een gespecialiseerde hulpverleningsdienst.

Het secretariaat van het welzijnsteam wordt waargenomen bij beurtrol.

| |
|---|
| Anfrage für eine erste Hilfe für Opfer einer Straftat an einen spezialisierten Hilfsdienst |
|---|

Name des Opfers:
 Geburtsdatum:
 Akz.:
 Datum der Straftat:

Taten in Bezug auf das Opfer (kurze Beschreibung):

Dringlichkeit in Verbindung mit dem Zustand des Opfers:

Verantwortlicher der bisherigen Opferbetreuung:
 Polizeilicher Opferbeistand bei der lokalen/föderalen Polizei
 Dienststelle für Opferbetreuung im Justizhaus Eupen
 Name:
 Adresse der Geschäftsstelle:
 Telefonnummer:
 Datum/Unterschrift:

*Unzutreffendes bitte streichen

Rückmeldung: (An den polizeilichen Opferbeistand bei der lokalen/föderalen Polizei oder der Dienststelle für Opferbetreuung im Justizhaus Eupen)

Anfrage erhalten am:
 Sachbearbeiter im SPZ:
 Rückmeldung an die Opferbetreuungsstelle:

 am

**FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST JUSTIZ,
 FÖDERALER ÖFFENTLICHER DIENST INNERES
 UND MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT**

D. 2009 — 2518

[C - 2009/00446]

**5. JUNI 2009 — Vereinbarungsprotokoll zwischen dem Staat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft
 in Bezug auf den Opferbeistand**

Unter Berücksichtigung der Tatsache, dass die Zuständigkeiten bezüglich des Opferbeistands zwischen dem Staat und den Gemeinschaften aufgeteilt sind;

Unter Berücksichtigung der Tatsache, dass eine strukturelle Zusammenarbeit zwischen dem Staat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft erforderlich ist, um einen Beistand und eine Dienstleistung von Qualität für die Opfer zu erreichen;

Unter Berücksichtigung der Tatsache, dass ein bestmöglicher und gut entwickelter Opferbeistand nach Möglichkeit alle Folgen der Viktimisierung begrenzen und beheben muss;

Unter Berücksichtigung der Tatsache, dass das nationale Forum für eine Politik zugunsten der Opfer für die Schließung einer Kooperationsvereinbarung plädiert, um eine optimale Zusammenarbeit zwischen dem polizeilichen Opferbeistand, der Opferbetreuung und der Opferhilfe zu erreichen;

vereinbaren die unterzeichnenden Parteien,

der Staat,

vertreten durch den Minister für Inneres und den Minister für Justiz;

und

die Deutschsprachige Gemeinschaft,

vertreten durch ihre Regierung, in der Person des Ministerpräsidenten und der Person des Vize-Ministerpräsidenten, Minister für Ausbildung und Beschäftigung, Soziales und Tourismus,

in der gemeinsamen Ausführung ihrer eigenen Kompetenzen das Folgende:

Artikel 1 - In Erwartung des Abschlusses einer Kooperationsabkommens regelt das vorliegende Protokoll, unter Anwendung des beigegeführten Dokuments, vorübergehend die Zusammenarbeit zwischen den Parteien.

Die unterzeichnenden Parteien wünschen, dass eine Kooperationsabkommen innerhalb von 18 Monaten ab dem Datum des vorliegenden Protokolls getroffen wird. Zu diesem Zweck wird eine Arbeitsgruppe auf Initiative des nationalen Forums gebildet, die aus den Vertretern der unterzeichnenden Parteien und ihrer Behörde bestehen wird.

Art. 2 - Das vorliegende Vereinbarungsprotokoll hat keinerlei neue budgetäre Auswirkungen, sofern es zur Formulierung vorhandener Bestimmungen dient.

Art. 3 - Die Kompetenzen jeder unterzeichnenden Partei respektierend, wird innerhalb der 18 Monate nach Unterzeichnung der vorliegenden Protokolls die Optimierung der Koordination der von diesem Vereinbarungsprotokoll betroffenen Dienste seitens der Unterzeichner reflektiert.

Brüssel, den 5 Juni 2009, in vier Originalen.

Für den Staat:

Der Minister des Inneren,
G. DE PADT

Der Minister der Justiz,
S. DE CLERCK

Für die Deutschsprachige Gemeinschaft:

Der Ministerpräsident
K.-H. LAMBERTZ

Der Vizeministerpräsident,
Minister für Ausbildung und Beschäftigung, Soziales und Tourismus,
B. GENTGES

Anhang zum Vereinbarungsprotokoll zwischen dem Staat und der Deutschsprachigen Gemeinschaft in Bezug auf den Opferbeistand

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

Artikel 1 - Zur Anwendung des vorliegenden Vereinbarungsprotokolls ist zu verstehen unter:

1° Opfer: die natürliche Person sowie ihre Angehörigen, die einen Schaden, einschließlich einer Gefährdung der physischen oder geistigen Unversehrtheit, ein seelisches Leiden oder einen wirtschaftlichen Verlust als direkte Folge von Handlungen oder Unterlassungen erlitten haben, die einen Verstoß gegen die Rechtsvorschriften darstellen;

2° Angehöriger: Rechtsnachfolger des unmittelbaren Opfers oder jede Person, die eine besonders affektive Beziehung zu ihm hat;

3° Opferbeistand: Hilfe- und Dienstleistung im weitesten Sinne, die den Opfern durch die verschiedenen Sektoren – Polizei, Gerichte, sozialer oder medizinischer Sektor – zugute kommt;

4° Politik zugunsten der Opfer: Gesamtheit der Verwaltungshandlungen des Staates, der Gemeinschaften und der Regionen in Bezug auf den Opferbeistand;

5° polizeilicher Opferbeistand: die den Opfern von der Polizei erbrachte Dienstleistung, in der die erste Aufnahme und der Empfang des Opfers sowie die Erteilung von guten Grundinformationen im Mittelpunkt stehen;

6° Dienst für polizeilichen Opferbeistand: Dienststelle bestehend in der föderalen oder lokalen Polizei, die verantwortlich ist für einerseits die Sensibilisierung und die kontinuierliche Ausbildung der Polizeibeamten im polizeilichen Opferbeistand und andererseits für das eigentliche Angebot des spezialisierten polizeilichen Opferbeistands. Dies jedoch unbeschadet den gesetzlichen Verpflichtungen eines jeden einzelnen Polizeibeamten bezüglich des Opferbeistands;

7° Opferbetreuung: Opferbeistand in den einzelnen Phasen des Gerichtsverfahrens;

8° Dienst für Opferbetreuung: Dienst des Justizhauses, der den Opfern und Angehörigen sowohl während der gerichtlichen Untersuchung als auch während des Strafvollstreckung spezifische Informationen in einer gesonderten Akte erteilt und die notwendige Unterstützung in emotional schwierigen Momenten während des Gerichtsverfahrens anbietet oder organisiert;

9° Opferhilfe: Sozialhilfe und psychologische Begleitung, die den Opfern durch die spezialisierten Hilfsdienste angeboten wird;

10° spezialisierte Hilfsdienste: die in den Punkten 11 bis 13 dieses Artikels genannten von der Deutschsprachigen Gemeinschaft zugelassenen und subventionierten Dienste;

11° Jugendhilfedienst: der in Artikel 8 des Dekretes der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 19. Mai 2008 über die Jugendhilfe und zur Umsetzung von Jugendschutzmaßnahmen genannte Dienst;

12° SPZ V.o.G.: von der Deutschsprachigen Gemeinschaft anerkanntes und zugelassenes sozial-psychologisches Zentrum mit ambulanter Einrichtung, das durch einen multidisziplinären Ansatz und in Zusammenarbeit mit anderen Diensten und Personen, die mit geistiger Gesundheit befasst sind, für die Aufnahme, die Diagnose und die psychiatrische, psychologische und psychosoziale Behandlung der Personen sorgt;

13° Prisma V.o.G.: Aufnahmestruktur, die soziale, psychologische und rechtliche Hilfe sowie eine Wohneinheit für Frauen anbietet, die Opfer physischer oder sexueller Gewalt wurden.

KAPITEL II — *Ziel*

Art. 2 - Dieses Vereinbarungsprotokoll strebt eine strukturelle Zusammenarbeit zwischen den zuständigen Dienststellen des FÖD, Inneres, des FÖD Justiz, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und den von der Deutschsprachigen Gemeinschaft zugelassenen spezialisierten Hilfsdiensten an.

Diese strukturelle Zusammenarbeit ist erforderlich, um einen Beistand und eine Dienstleistung von Qualität für die Opfer zu leisten. Eine bestmögliche und gut entwickelte Hilfe muss für die Opfer nach Möglichkeit alle Folgen der Viktimisierung begrenzen und beheben.

KAPITEL III — *Zuständigkeiten und Aufgaben*

Art. 3 - Der Staat ist zuständig für:

1° die außergerichtliche Politik im Bereich der Polizei und Sicherheit und insbesondere den polizeilichen Opferbeistand;

2° die Kriminalpolitik, insbesondere die gerichtliche Politik zugunsten der Opfer. In diesem Rahmen garantiert der Staat die Rechte der Opfer beim Gerichtsverfahren, darunter die Opferbetreuung.

Art. 4 - § 1 - Die Deutschsprachige Gemeinschaft hat insbesondere die Aufgabe, über die spezialisierten Hilfsdienste, den Personen, die mit den direkten und indirekten Folgen des Straftatbestandes und der Viktimisierung konfrontiert sind, eine soziale Hilfe und psychologische Betreuung anzubieten.

§ 2 - Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist zuständig für die Zulassung der Dienste für geistige Gesundheit.

§ 3 - Die Deutschsprachige Gemeinschaft ist mittels des Jugendhilfedienstes zuständig für eine angemessene Hilfe für Kinder, die Opfer einer Misshandlung wurden, sowie für ihr Lebensumfeld.

KAPITEL IV. — *Verpflichtungen*

Art. 5 - Jede Person, die in Kontakt mit Hilfesuchenden kommt, muss deren ideologischen, philosophischen oder religiösen Überzeugungen achten und ist an das Berufsgeheimnis gebunden.

Art. 6 - Im Rahmen seiner in Artikel 3, 1° dieses Vereinbarungsprotokolls genannten Zuständigkeit verpflichtet sich der Staat in Ausführung von Artikel 46 des Gesetzes vom 5. August 1992 über die Funktion der Polizei und die sich daraus ergebenden Untersuchungen, dazu:

1° folgende Maßnahmen im Interesse der Opfers zu ergreifen:

1. den Polizeidienststellen die angemessenen materiellen Voraussetzungen für die erste Aufnahme, den Empfang und die Aufnahme der Aussagen der Opfer bereitzustellen;

2. den Opfern die erforderlichen Informationen übermitteln in Bezug auf ihre Rechte beim Gerichtsverfahren, den Ablauf des Strafverfahrens, die Erklärung als Geschädigter und das Auftreten als Zivilpartei sowie die Möglichkeiten einer Überweisung an die spezialisierten Hilfsdienste;

3. dafür Sorge zu tragen, dass die Opfer die erforderlichen Informationen über den erlittenen materiellen und immateriellen Schaden, sowie ihren Wunsch nach einer ausführlicheren Unterrichtung, zu Protokoll geben können;

4. die Polizeibeamten können in diesem Zusammenhang durch den Dienst für polizeilichen Opferbeistand unterstützt werden;

2° eine angemessene und kontinuierliche Ausbildung in Sachen Opferbeistand für alle Polizeibeamten zu erarbeiten, u. a. indem die interne Ausbildung der Polizeikräfte mittels des Dienstes für polizeilichen Opferbeistand des Polizeikorps gewährleistet wird;

3° auf Ebene der föderalen Polizei eine Kontaktperson und einen Vertreter vorsehen, um auf strukturelle Weise einen ständigen Dialog und eine Zusammenarbeit mit anderen Instanzen des Opferbeistands sowohl auf föderaler Ebene als auch auf Gemeinschaftsebene zu fördern;

Art. 7 - Im Rahmen seiner in Artikel 3, 2° dieses Vereinbarungsprotokolls genannten Zuständigkeit und angesichts des Artikels 3bis des Einführungskapitels zum Strafprozessgesetzbuch, verpflichtet sich der Staat:

1° die erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, sodass die Interessen des Opfers berücksichtigt werden und das Opfer, falls erwünscht, als Zivilpartei im Gerichtsverfahren auftreten kann;

2° eine Politik zu betreiben, die auf eine korrekte und gewissenhafte Behandlung der Opfer abzielt. Im Rahmen dieser Politik gibt er den Opfern die Garantie, dass sie die Informationen zu ihrer Stellung im Gerichtsverfahren, zum Ablauf des Strafverfahrens, zum eventuellen Strafvollzug des Täters und zur Möglichkeit einer Wiedergutmachung ihres erlittenen Schadens erhalten. Das Personal der Staatsanwaltschaften und Gerichte sowie der Justizhäuser übermittelt diese Informationen.

3° die dem Opfer angebotenen Möglichkeiten zu optimieren, um für den erlittenen materiellen und immateriellen Schaden entschädigt zu werden;

4° eine angemessene und kontinuierliche Ausbildung in Sachen Opferbeistand für die Magistraten, und das Personal der Gerichte und der Staatsanwaltschaften zu organisieren;

5° die Vereinheitlichung der Politik zugunsten der Opfer im Gerichtswesen über das Kollegium der Generalprokuratoren zu fördern. Zu diesem Zweck wird ein Mitglied des Kollegiums speziell mit der Gerichtspolitik zugunsten der Opfer betraut.

6° auf Ebene des FÖD Inneres, innerhalb der Generaldirektion der Justizhäuser, eine Kontaktperson und einen Vertreter vorzusehen, um auf strukturelle Weise einen ständigen Dialog und eine Zusammenarbeit mit anderen Instanzen des Opferbeistands sowohl auf föderaler Ebene als auch auf Gemeinschaftsebene und regionaler Ebene zu fördern.

Art. 8 - Im Rahmen ihrer in Artikel 4 dieses Vereinbarungsprotokolls genannten Zuständigkeit verpflichtet sich die Deutschsprachige Gemeinschaft dazu:

1° den Diensten der Polizei und der Justiz die Informationen über die spezialisierten Hilfsdienste im Gerichtsbezirk Eupen zu übermitteln;

2° den in Artikel 6, 3° und in Artikel 7, 6° genannten Kontaktpersonen die Anschriften der in Artikel 1, 11° bis 13° genannten Dienste sowie jede Adressenänderung mitzuteilen,

3° im Ministerium der Deutschsprachigen Gemeinschaft eine Kontaktperson und einen Vertreter vorzusehen, um auf strukturelle Weise einen ständigen Dialog und eine Zusammenarbeit mit anderen Instanzen der Opferbetreuung sowohl auf föderaler Ebene als auch auf Gemeinschaftsebene zu fördern.

Art. 9 - § 1. Unbeschadet der Anwendung der Artikel 6 bis 8 dieses Vereinbarungsprotokolls, gehen die Parteien bezüglich der Zusammenarbeit und der Weitervermittlung die in den folgenden Absätzen genannten Verpflichtungen ein:

§ 2. Der Staat verpflichtet sich dazu, dass die Polizeidienststellen:

1° alle Opfer über das Vorhandensein von spezialisierten Hilfsdiensten in der Deutschsprachigen Gemeinschaft, ihre Aufgaben und ihre Kontaktangaben informieren. Diese Unterrichtung erfolgt systematisch.

2° den Opfern von Gewalttaten sowie denjenigen, die mit dem Täter konfrontiert wurden, über den Dienst für polizeilichen Opferbeistand systematisch ein Formular zur direkten Weitervermittlung nach folgendem Schema anbieten:

1. Je nach Wunsch des Opfers nimmt der Polizist Kontakt zu dem Mitarbeiter des Dienstes für polizeilichen Opferbeistand auf oder gibt dem Opfer die Koordinaten des jeweiligen Mitarbeiters.

1.1. Der Dienst für polizeilichen Opferbeistand bietet dem Opfer die Möglichkeit einer sozialpsychologischen oder psychiatrischen Betreuung durch das SPZ an.

1.2. Den Frauen, die Opfer physischer oder sexueller Gewalt wurden, bietet der Dienst für polizeilichen Opferbeistand die Möglichkeit einer ambulanten oder stationären Übernahme durch Prisma an.

1.3. Der Mitarbeiter des Dienstes für polizeilichen Opferbeistand führt mit dem Opfer ein Gespräch, bei dem er die Dringlichkeit einer psychosozialen Intervention beurteilt. Er füllt das vorgefertigte Formular aus und leitet es an das SPZ oder je nach Sachlage an Prisma weiter. Minderjährige Opfer von Misshandlungen werden je nach Sachlage an den Jugendhilfdienst der Deutschsprachigen Gemeinschaft überwiesen;

1.4. Bei äußerster Dringlichkeit nimmt der Dienst für polizeilichen Opferbeistand mit Zustimmung des Opfers telefonischen Kontakt mit dem SPZ oder je nach Sachlage mit Prisma auf.

3° im Protokoll das Angebot der Weitervermittlung des Opfers aufnehmen, nicht jedoch die Entscheidung des Opfers angeben;

§ 3. Der Magistrat der Staatsanwalt oder der Untersuchungsrichter können den Dienst für Opferbetreuung in Anspruch nehmen.

Der Staat trägt dafür Sorge, dass die Opfer, die sich direkt an die Gerichte wenden, über das Vorhandensein von spezialisierten Hilfsdiensten, deren Aufgaben und deren Kontaktdaten informiert werden. Den Opfern von Gewalttaten sowie denjenigen, die mit dem Täter konfrontiert wurden, die sich direkt an die Gerichte wenden, unterbreitet das Personal der Staatsanwaltschaft oder des Gerichts zumindest den Vorschlag an einen spezialisierten Hilfsdienst überwiesen zu werden.

§ 4. Die Deutschsprachige Gemeinschaft verpflichtet sich dazu, dass die spezialisierten Hilfsdienste:

1° binnen kürzester Zeit die Initiative ergreifen und die, in den von dem Dienst für polizeilichen Opferbeistand zugestellten Überweisungsformularen, aufgeführten Opfer kontaktieren;

2° dem Dienst für polizeilichen Opferbeistand gegenüber, welcher die direkte Überweisung veranlasst hat, die Weiterführung der Akte nach dem beigefügten Muster gewährleisten (wobei dieses nur informativen Wert hat);

3° die Opfer, die dies benötigen, zu einer geeigneten Lösung heranführen.

KAPITEL V — *Konzertierungsstrukturen*

Art. 10 - § 1 Das nationale Forum für eine Politik zugunsten der Opfer ist eine Konzertierungsplattform für die Vertreter der zuständigen Minister und Dienste des Staates, der Gemeinschaften, der Regionen und aller vom Opferbeistand betroffenen Instanzen und Dienste.

§ 2 - Das Forum hat als Aufgabe:

1° die Zusammenarbeit und Konzertierung zwischen den Diensten des Staates und den Diensten der Gemeinschaften und Regionen sowie mit den in Artikel 11 genannten lokalen Räten für Opferbetreuung für eine Politik zugunsten der Opfer und mit den vom Opferbeistand betroffenen Instanzen und Diensten zu fördern;

2° auf Eigeninitiative oder auf Ersuchen der zuständigen Minister, letzteren eine Stellungnahme zu jeder Frage abzugeben, die für die Entwicklung der Politik zugunsten der Opfer von Interesse ist;

3° die Anwendung dieses Vereinbarungsprotokolls zu evaluieren und den zuständigen Ministern Bericht zu erstatten.

Art. 11 - § 1 - Im Gerichtsbezirk Eupen gibt es einen lokalen Rat für Opferbetreuung für eine Politik zugunsten der Opfer, der mindestens zweimal jährlich zusammentrifft.

§ 2 - Der lokale Rat für Opferbetreuung hat folgende Aufgaben:

1° die in diesem Vereinbarungprotokoll vereinbarten Bestimmungen für einen umfassenden Opferbeistand unter Berücksichtigung, einerseits der speziellen Lage des Bezirks und andererseits der Bedürfnisse der Opfer, umzusetzen und einzuführen;

2° die Zusammenarbeit mit den zuständigen Diensten des Staates und der Deutschsprachigen Gemeinschaft und den spezialisierten Hilfsdiensten zu fördern und zu begleiten, indem er unter anderem die erforderlichen politischen Maßnahmen vorschlägt und entwickelt;

3° den zuständigen Behörden über Probleme zu berichten, die im Rahmen der Politik zugunsten der Opfer auftreten und mögliche Verbesserungen vorzuschlagen.

§ 3 - Mitglieder des lokalen Rates für Opferbetreuung sind mindestens:

1° der Prokurator des Königs und/oder der Verbindungsmagistrat;

2° ein Vertreter von Prisma, des SPZ und des Jugendhilfdienstes;

3° die Zonenchefs der beiden Polizeizonen oder ihre Vertreter, in Begleitung eines Vertreters des polizeilichen Dienstes für Opferbeistand;

- 4° der koordinierende Direktor der föderalen Polizei oder sein Vertreter, eventuell in Begleitung eines Vertreters des polizeilichen Dienstes für Opferbeistand;
- 5° der Direktor der föderalen Gerichtspolizei oder sein Vertreter;
- 6° ein Vertreter der Anwaltskammer,
- 7° der Direktor des Justizhauses,
- 8° ein Justizassistent des Dienstes für Opferbetreuung,
- 9° je nach Gegenstand der Sitzung jeder andere, vom Präsidenten eingeladene Dienst.

Die in Artikel 8, 3° genannte Kontaktperson wird zu den Sitzungen des lokalen Rates für Opferbetreuung eingeladen.

§ 4. Die Mitglieder des lokalen Rates für Opferbetreuung wählen alle zwei Jahre einen Präsidenten und einen stellvertretenden Präsidenten. Der Justizassistent darf nicht gewählt werden.

Das Sekretariat des lokalen Rates für Opferbetreuung wird turnusmäßig übernommen.

Art. 12 - § 1 - Der lokale Rat für Opferbetreuung für eine Politik zugunsten der Opfer des Gerichtsbezirks Eupen kann ein oder mehrere psychosoziale Teams zum Beistand der Opfer bilden. Die Mitglieder des psychosozialen Teams legen untereinander die Häufigkeit ihrer Sitzungen fest.

§ 2 - Das psychosoziale Team hat folgende Aufgaben:

1° gemäß diesem Vereinbarungsprotokoll, die Zusammenarbeit und die Aufgabenverteilung in dem psychosozialen Team und mit anderen Diensten und Personen, die einen Beitrag zum individuellen Opferbeistand in der Deutschsprachigen Gemeinschaft leisten, zu regeln;

2° den lokalen Rat für Opferbetreuung zu informieren und zu beraten,

§ 3 - Mitglieder des psychosozialen Teams sind mindestens:

1° ein Justizassistent des Dienstes für Opferbetreuung;

2° ein Mitglied des Personals des polizeilichen Dienstes für Opferbeistand,

3° ein Mitglied des Personals eines spezialisierten Hilfsdienstes.

Das Sekretariat des Teams wird turnusmäßig übernommen.

Anfrage für eine erste Hilfe für Opfer einer Straftat an einen spezialisierten Hilfsdienst

Name des Opfers:

Geburtsdatum:

Akz.:

Datum der Straftat:

Taten in Bezug auf das Opfer (kurze Beschreibung):

Dringlichkeit in Verbindung mit dem Zustand des Opfers:

Verantwortlicher der bisherigen Opferbetreuung:
 Polizeilicher Opferbeistand bei der lokalen/föderalen Polizei
 Dienststelle für Opferbetreuung im Justizhaus Eupen
 Name:

Adresse der Geschäftsstelle:

Telefonnummer:

Datum/Unterschrift:

*Unzutreffendes bitte streichen

Rückmeldung: (An den polizeilichen Opferbeistand bei der lokalen/föderalen Polizei oder der Dienststelle für Opferbetreuung im Justizhaus Eupen)

Anfrage erhalten am:

Sachbearbeiter im SPZ:

Rückmeldung an die Opferbetreuungsdienststelle:

am